

Solidarités International

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 50, rue Klock - 92110 Clichy

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association Solidarités International, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes :

- « VI – Les fonds dédiés » qui présente la méthode de traitement comptable en ce qui concerne les écarts de change latents ;
- « XIII – Engagements hors bilan » qui présente l'approche adoptée en matière de programmes non intégralement co-financés.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre Association comptabilise des fonds dédiés, conformément au plan comptable associatif. La partie « VI – Les fonds dédiés » de l'annexe présente les mouvements intervenus sur les fonds dédiés au cours de l'exercice. Nous nous sommes notamment assurés :
 - ✓ sur la base de la documentation juridique obtenue et des contrôles par sondages des dépenses réalisés, de la correcte détermination des fonds dédiés à la clôture de l'exercice ;
 - ✓ de la correcte évaluation des fonds dédiés, dans le cas de programmes non encore intégralement co-financés, et de la correcte information qui vous en est faite au niveau du paragraphe « XIII – Engagements hors bilan » de l'annexe.
 - ✓ de la correcte évaluation et comptabilisation des écarts latents de change.
- Comme présenté en note « VII – Provision pour risques et charges » de l'annexe, votre association constitue des provisions pour couvrir les risques liés à ses activités. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques, sur une revue des risques identifiés et des estimations retenues, et sur un examen des événements postérieurs venant corroborer ces estimations.
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note XIV de l'annexe font l'objet d'une information appropriée et qu'elles sont conformes aux dispositions du règlement CRC 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 7 juin 2013

Auditeurs & Conseils Associés
Représenté par



Olivier Juramie

		Valeur au 31 / 12 / 2012		31/12/2011	
ACTIF		Valeur brute	Amortissement & provision	Valeur nette	
ACTIF IMMOBILISE	ACTIF			Valeur nette	
	<i>Immobilisations incorporelles</i>	116 871	106 059	10 813	
	Frais d'établissement				
	Logiciels	116 871	106 059	10 813	
	Autres				
	<i>Immobilisations corporelles</i>	377 383	298 974	78 409	
	Terrains				
	Constructions				
	Agencements installations	11 791	6 208	5 583	
	Equipements techniques	15 297	12 629	2 668	
	Matériel de bureau et mobilier	108 106	93 990	14 116	
	Matériel de transport	242 189	186 148	56 041	
	Autres				
	En cours				
	<i>Immobilisations financières</i>	170 946	0	170 946	
	Participations	34 624		34 624	
	Prêts			0	
	Intérêts courus non échus	2 660		2 660	
	Dépôts et cautionnements	133 662		133 662	
Total actif immobilisé	665 201	405 033	260 168	398 686	
ACTIF CIRCULANT	<i>Stocks et en cours</i>	95 055	0	95 055	
	Matières premières				
	Approvisionnements	95 055		95 055	
	En cours de production de biens ou de services				
	Marchandises				
	<i>Fournisseurs débiteurs immobilisations</i>				
	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations				
	<i>Créances et comptes rattachés</i>	30 843 480	0	30 843 480	
	Baillleurs - débiteurs divers	30 214 941		30 214 941	
	Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	69 187		69 187	
	Fournisseurs débiteurs	1 354		1 354	
	Fournisseurs RRR et autres avoirs	38 084		38 084	
	Partenaire / débiteurs	318 554		318 554	
	Autres débiteurs	201 360		201 360	
	<i>Disponibilités</i>	7 386 961	0	7 386 961	
	Placements : valeurs mobilières et autres	1 998		1 998	
	Disponibilités	7 384 963		7 384 963	
	Virements internes			0	
	Placements				
	Intérêts courus non échus				
COMPTES ET REGULARISATION	Charges constatées d'avance	83 831		83 831	
	Etat-Produit à recevoir			0	
	Autres Produits à recevoir			0	
	Autres comptes à régulariser			7 284	
	Différences de conversion Actif			0	
	Différences de conversion Actif	204 140		204 140	
	Total actif circulant et assimilés	287 971	0	287 971	459 022
	<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>				
	<i>Primes remboursement obligations</i>				
	<i>Intérêts d'emprunt à étaler</i>				
Total de l'actif	39 278 668	405 033	38 873 635	27 419 488	

	PASSIF	31/12/2012	31/12/2011
FONDS PROPRES ET ASSIMILES	FONDS ASSOCIATIFS		
	FONDS PROPRES (fonds associatifs sans droit de reprise)	1 250 233	1 428 007
	Valeur du patrimoine intégré		
	Fonds statutaires		
	Apports sans droit de reprise		
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		
	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables		
	Écart de réévaluation		
	Sur biens sans droit de reprise		
	Sur biens avec droit de reprise		
	Report à nouveau	1 428 007	1 377 063
	Résultat	-177 774	50 945
	Réserves		
	Indisponibles		
	Statutaires ou contractuelles		
	Réglementées		
	Autre(dont projet associatif)		
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (Fonds associatifs avec droit de reprise)		
	Apports avec droit de reprise		
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une obligation ou d'une condition		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Droit des propriétaires (commodat)			
TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES			
AMIS	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES		374,86
PROVISIONS	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
		160 148	327 191
	Pour risques et charges	158 922	271 958
	Pour risques de change	1 226	55 233
FONDS DEDIES	FONDS DEDIES		
		28 416 900	21 676 485
	Sur subventions de fonctionnement	28 416 900	21 676 485
	Sur dons manuels affectés		
	Sur autre ressources		
DETTES	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES D'INVESTISSEMENT		
	Capital emprunté		
	Intérêts courus non échus		
	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES DE TRESORERIE		
		1 348 813	0
	Banques	1 348 813	
	Capital emprunté		
	Intérêts courus non échus		
	AUTRES DETTES		
		7 370 011	3 643 942
	Avances reçues et Bailleurs créditeurs	146	572 837
	Fournisseurs et comptes rattachés	818 382	866 886
	Dettes relatives au personnel et impôts	1 322 323	1 110 077
	Dettes immobilisations et comptes rattachés		
Dépôts usagers			
Partenaires / dettes programmes en cours	5 190 223		
Autres dettes - Programmes à réaliser	38 937	1 094 142	
COMPTES DE REULARISATION	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
	TOTAL DETTES ET ASSIMILES	327 529	343 488
	Différence de conversion Passif	327 529	343 488
	ENGAGEMENTS RECUS		
	Legs nets à réaliser		
Accépés par les organes statutairement compétents			
Autorisés par l'organes de tutelle			
Dons en nature restant à vendre			
	TOTAL DU PASSIF	38 873 635	27 419 488

CHARGES		31/12/2012	31/12/2011	PRODUITS		31/12/2012	31/12/2011
INTITULES				INTITULES			
COUITS DE PERSONNEL				PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE			
Appointements bruts	14 467 395	14 907 187		Cotisations	2 500	3 060	
Indemnités diverses insertion professionnelle				Dons	3 658 404	3 523 807	
Charges sociales	2 339 970	2 180 700		Legs et donations	10 000	1 371	
				Ventes diverses			
Charges fiscales & assimilées	393 764	359 217		Subventions de fonctionnement	57 276 997	47 219 229	
Indemn. journalières, Formation continue				Produits liés à des financements réglementaires			
Autre coûts	1 837 489	1 907 144		Ventes de dons en nature			
TOTAL COUITS DE PERSONNEL	19 038 618	19 354 248		TOTAL PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE	60 947 900	50 747 467	
Variation de stock de matières consommables	-3 542	18 106					
Allimentation				Prestations aux usagers			
Combustibles & énergie	341 825	285 853		Prestations aux tiers			
Carburant & fournitures garage	1 201 105	1 064 851		Production d'immobilisations			
Fournitures & Etudes pour Evenementiel / Campagne Collecte	1 108 104	1 138 064		Produits d'activité annexe Terrain	15 592	4 930	
Fournitures atelier entretien	1 432 455	1 653 513		Subvention d'exploitation	15 000	14 110	
Fournitures administratives	238 473	267 859		Reprises sur provisions	142 176	191 337	
Fourniture d'équipement durable Bailleurs	967 669	816 899		Reprises sur amortissements	375		
Fournitures vie sociale				Transferts de charges	37 128	2 129	
CONSOMMATIONS	5 286 088	5 245 146		Autres produits	799	21	
Sous-traitance							
Crédit-bail	12 755	12 755					
Locations & charges locatives	3 702 058	4 005 090					
Entretien & réparations extérieurs							
Contrats d'entretien		29 539					
Entretien & réparation matériel de transport & divers	450 075	308 280					
Primes d'assurances	191 093	298 458					
Etudes, cotisations, documentations	9 722	4 494					
Personnel extérieur							
Honoraires et divers	443 303	508 934					
Information, publicité	156 914	150 760					
Transports	1 071 460	652 844					
Déplacements, missions, réceptions	2 567 978	2 753 480					
Frais PTT	1 069 087	999 966					
Service bancaires	344 858	322 140					
Divers	15 762	22 161					
Autres impôts	224 338	192 073					
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	10 259 404	10 260 973					
Aides: achats - Assitances	19 071 882	17 626 702					
Quote-part des services gérés en comun							
Subventions internes de fonctionnement							
Dépenses Inelligibles	21 571	18 523					
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements :							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	74 144	51 100					
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions	29 140	82 245					
Pertes sur créances irrécouvrables							
Autres charges de gestion courante divers	99	4					
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	19 196 836	17 778 573		AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	211 070	212 526	
Engagements à réaliser sur ressources affectées	28 828 327	20 457 017		Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	21 676 480	22 780 213	
TOTAL CHARGES COURANTES NON FINANCIERES	82 609 273	73 095 956		TOTAL PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS	82 835 450	73 740 206	
RESULTAT COURANT NON FINANCIER NEGATIF				RESULTAT COURANT NON FINANCIER POSITIF	226 177	644 250	
Charges financières :				Produits financiers :			
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	1 226	55 233		De participation			
Intérêts et charges assimilées	57 750	26 083		D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	2 156	221	
Différences négatives de change	1 113 590	1 080 603		Autres intérêts et produits assimilés	674	68	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	55 233	23 956	
Autres charges financières				Différences positives de change	776 359	711 934	
				Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL CHARGES FINANCIERES	1 172 567	1 161 919		TOTAL PRODUITS FINANCIERS	834 422	736 180	
RESULTAT FINANCIER NEGATIF (CHARGES > PRODUITS)	-338 145	-425 738		RESULTAT FINANCIER POSITIF (PRODUITS > CHARGES)			
RESULTAT COURANT NEGATIF	-111 968	218 512		RESULTAT COURANT POSITIF			
Charges exceptionnelles :				Produits exceptionnels :			
Créances irrécouvrables				Reprise sur provisions pour créances douteuses			
charges sur exercices antérieurs	13 076	26 709		Produits sur exercices antérieurs			
Autre charges exceptionnelles	79 532	210 810		Autres produits exceptionnels	71 550	55 730	
Pénalités - amendes fiscales et sociales				Produits de cession des immobilisations			
Dotations excep; amortissements et provisions	85 247			Produits de cession équipements durables	40 499	14 222	
Dotations fonds de trésorerie							
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	177 855	237 519		TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	112 049	69 952	
RESULTAT EXCEPTIONNEL NEGATIF (CHARGES > PRODUITS)	-65 806	-167 567		RESULTAT EXCEPTIONNEL POSITIF (PRODUITS > CHARGES)			
TOTAL DES CHARGES	83 959 695	74 495 394		TOTAL DES PRODUITS	83 781 921	74 546 339	
Excédent de fonctionnement		50 945		Déficit de fonctionnement	177 774		
TOTAUX	83 959 695	74 546 339		TOTAUX	83 959 695	74 546 339	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature	2 659 436	2 008 022		Dons en nature	2 659 436	2 008 022	
Mise à disposition gratuite de biens et services	117 638	65 896		Prestations en nature	117 638	65 896	
Personnel benevole				Bénévolat			
TOTAL DES CHARGES	86 736 769	76 620 257		TOTAL DES PRODUITS	86 736 769	76 620 257	

ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. FAITS MARQUANTS

L'année 2012 a été une année difficile mais qui a réussi à garder un volume en légère hausse par rapport à l'année 2011 tout en préparant les activités à suivre en 2013.

La crise malienne a mobilisé les efforts avec trois ouvertures de mission en Mauritanie, au Mali et au Niger au premier semestre 2012. Face aux besoins, ces missions ont vite pris de l'ampleur contribuant pour 5M€ au volume total des missions en 2012. Une nouvelle intervention était aussi lancée en réponse à la crise syrienne en fin d'année 2012. A l'opposé de la zone sahélienne, le financement de cette mission est complexe et long à trouver. Une première distribution a pu être effectuée grâce aux fonds collectés auprès du public et des contributions en nature d'une ONG britannique ShelterBox.

Des missions existantes, c'est celle au Soudan du Sud qui a le plus progressé en 2012 avec une augmentation du volume de plus de 200% par rapport à l'année 2011 (1,4M€ en 2011, 4,3M€ en 2012). Il s'agit de réponses importantes en eau et assainissement auprès des réfugiés dans les camps de Yida et Yusuf Batil.

Si la mise en œuvre des projets est restée stable ou en baisse sur l'ensemble des autres missions, le volume de nouveaux projets signés était très important avec notamment trois projets EuropeAid en Haïti, RCA et Afghanistan pour une valeur totale de 5,4M€ signé en novembre et décembre 2012.

En conséquence, le volume de nouvelles ressources institutionnelles augmente de façon significative pour atteindre 54,1M Euros en 2012 par rapport à 44,6M Euros en 2011. Au total le volume financier pour l'année progresse, de 51M Euros en 2011 à 61,3M Euros en 2012. Au regard des ressources utilisées, l'évolution souligne les difficultés de mise en œuvre, avec 54,1M Euros en 2012 contre 53,3M Euros en 2011 à, soit seulement 1,4% de hausse.

L'ouverture au Mali influence aussi l'évolution des contributions en nature. Les distributions alimentaires effectuées en partenariat avec le PAM représentent 1M Euros ou 34% du total des contributions en nature en 2012 et arrête la baisse en continu depuis 8 ans. La baisse des contributions en nature continue sur les missions en RDC. Mais ce pays reste le plus important des terrains d'intervention pour SOLIDARITES INTERNATIONAL. Il représente 28% du total des missions à l'international contre 32% en 2011.

Avec le départ du Libéria en fin d'année 2012 et une fusion des missions au Katanga et à Kinshasa, SOLIDARITES INTERNATIONAL compte 18 missions opérationnelles dans 17 pays au 31 décembre 2012.

Les contributions des entreprises et d'autres organisations privées augmentent de 25% en 2012 par rapport à 2011: c'est dû à une activité en consortium encore plus importante que les années précédentes au Bangladesh et au Myanmar.

La collecte des dons auprès du public s'est avérée difficile en 2012 sans urgence médiatisée (comme la sécheresse dans la Corne d'Afrique en 2011) et avec des réponses plus faibles que prévues aux campagnes de prospection de fin d'année. Un don exceptionnel de 418K€ a permis de garder une stabilité de la valeur globale à 3,5M€ en 2012 par rapport à l'année 2011. Les

dons manuels affectés sont presque à zéro par rapport aux ressources collectées auprès du grand public en 2012. Les frais d'appel à la générosité publique augmentent de 9% par rapport à l'année 2012 en raison notamment d'une baisse des dons spontanés, une baisse des stocks et l'introduction de la TVA sur les affranchissements. Au total les frais de recherche de fonds augmentent de 8% entre 2011 à 2012, soit 127K€.

La communication a continué son partenariat de mécénat de compétences avec l'agence BDDP Unlimited avec une campagne «La Minute» créé pour le Forum Mondial de l'Eau à Marseille en mars 2012. Le spot associé a été relayé par plusieurs chaînes de télévision dont une, AB Groupe, représente 79K€ de prestations en nature. Cette contribution explique l'augmentation des frais de communication entre 2011 et 2012.

Les changements au siège en 2012 ont rajouté un défi supplémentaire quant à la gestion de l'activité. Une augmentation nette de 11 salariés pendant l'année 2012, les départs imprévus du Directeur Général Délégué et du DRH et la recherche d'un nouveau siège social ont nécessité une attention particulière à l'organisation interne. Ces événements expliquent en grande partie l'augmentation de 18% des frais de fonctionnement et du support aux opérations en 2012 par rapport à 2011. Pour répondre aux besoins sur le terrain en termes de trésorerie, les mesures de découverts exceptionnels ont été mises en place en 2012 avec une hausse correspondante très importante des intérêts et des frais bancaires (44K€ en 2011, 121K€ en 2012).

L'augmentation des nouvelles ressources construit une base solide pour l'année 2013 mais cette mise en œuvre en 2012 n'est pas arrivée à équilibrer la baisse de la collecte des dons et les investissements engagés en 2012. En conséquence SOLIDARITES INTERNATIONAL affiche un résultat déficitaire de 178K Euros pour l'exercice 2012, après don exceptionnel, et les fonds associatifs s'établissent à 1,25M Euros au 31/12/2012.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

I - METHODES RETENUES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes:

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Les comptes sont présentés conformément aux dispositions du plan comptable des associations, homologué par règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°99-01 du 8 avril 1999.

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

II - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur supérieure à 500 euros sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations corporelles sont constituées majoritairement d'achats de véhicules, de radios et de matériel informatique destinés aux actions humanitaires.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels acquis et de licences.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur localisation et de leur nature suivant le tableau ci-après:

Localisation du bien	Nature du bien	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
Siège	Logiciel standard	1 an	Exceptionnel
Siège	Adaptations logicielles	3 ans	Linéaire
Siège	Matériel de bureau et informatique fixe	4 ans	Linéaire
Siège	Matériel informatique portable	3 ans	Linéaire
Siège	Agencements	10 ans	Linéaire
Terrains	Matériel de bureau et informatique	1 an	Linéaire
Terrains	Matériel de transport	1 an à 3 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de structure	1 an à 2 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel Programme	1 an à 3 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de Télécommunications	1 an à 2 ans*	Linéaire

* La durée d'amortissement varie selon le type de matériel ou véhicule.

Les taux d'amortissement des immobilisations sur les missions varient selon le type de matériel ou véhicule immobilisé.

III - STOCKS

Les stocks sont constitués de :

- 1 - Fournitures consommables liées à l'activité de la communication et de la collecte, évaluées selon la méthode FIFO («First In, First Out» - Premier entré, Premier sorti)
- 2 – Matériel informatique acheté en lot et envoyé sur le terrain sur BCI (bon de commande interne). Il est évalué selon cette même méthode FIFO.

IV - CREANCES

Les créances sont décomposées en trois sous-ensembles :

- Créances sur Contrats Bailleurs
- Créances Fournisseurs
- Créances Sociales (Personnel et caisses sociales)

Ces créances sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les créances sont analysées selon leurs échéances à moins d'un an ou plus d'un an. Les échéances à plus d'un an concernent les projets pluriannuels dont les règlements interviennent selon l'avancement des activités et de la validation des rapports financiers par le bailleur institutionnel.

Sur certaines créances devenues douteuses, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la probabilité de non recouvrement de créances est quasi avérée.

Les créances en devises sont ajustées en fonction des taux *inforeuro* de décembre 2012, par le biais d'une comptabilisation d'un écart de conversion actif ou passif.

Les créances cédées aux banques en garantie des découverts accordés, dans le cadre la loi Dailly, sont maintenues dans le poste « Bailleurs – Débiteurs divers » (2,8 M€ au 31 décembre 2012).

V – LIQUIDITES ET EXIGIBILITES IMMEDIATES EN DEVISES

A Paris, le pool bancaire de l'association fournit les moyens financiers complémentaires pour financer les activités des missions avant que les bailleurs institutionnels ne remboursent l'association. Ce pool a fait l'objet d'un avenant pour augmenter la participation de la BNP Paribas en 2012. Selon ce nouvel accord, l'ouverture de crédit est consentie à SOLIDARITES INTERNATIONAL par les banques comme suivant :

- La BNP Paribas accorde un crédit en USD ou en euros à hauteur de la contre-valeur de 1 180 000 €.
- Le Crédit Lyonnais accorde une ligne en euros à hauteur de 540 000 € et, sur le compte en devise USD, à hauteur de 135 000 €.
- Le Crédit coopératif accorde une ligne euros à hauteur de 400 000 €.
- La Caisse des Dépôts et Consignations accorde une ligne dollars à hauteur de la contre valeur de 245 000 €.

Les comptes bancaires et caisses en devises sont convertis en euro au taux de fin d'exercice (taux *inforeuro* du mois de décembre 2012).

VI – LES FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC.

FONDS DEDIES PAR PAYS	Début 2012	R.A.N.U. de l'exercice (1) 7894	Consommation des R.A.N.U. des exercices antérieurs (2) 6894	ECA 476100 2011	ECP 477100 2011	ECA 476100 2012	ECP 477100 2012	Fin 2012
000 - Fonds dédiés Siege			131 385					131 385
010 - Fonds dédiés AFGHANISTAN	5 213 881	-5 214 349	5 977 277					5 976 810
120 - Fonds dédiés RDC NORD KIVU (Goma)	1 687 836	-1 687 836	2 034 834					2 034 834
121 - Fonds dédiés RDC NE-ITURI (Bunia)	733 291	-733 291	1 942 827					1 942 827
129 - Fonds dédiés RDC SUD EST et kinshasa	599 644	-599 644	1 857 413					1 857 413
150 - Fonds dédiés COTE D'IVOIRE	102 898	-102 898	204 431					204 431
180 - Fonds dédiés LIBERIA	1 030 581	-1 030 581						0
210 - Fonds dédiés HAITI	2 243 105	-2 243 105	4 346 878					4 346 878
250 - Fonds dédiés PAKISTAN	2 919 211	-2 919 211	957 465					957 465
260 - Fonds dédiés KENYA-SOMALIE	2 887 393	-2 887 393	3 908 592					3 908 592
280 - Fonds dédiés THAILANDE	620 767	-620 767	399 349					399 349
290 - Fonds dédiés SUD SOUDAN	1 503 564	-1 503 564	2 129 610					2 129 610
300 - Fonds dédiés R.C.A.	1 264 890	-1 264 891	903 573					903 572
320 - Fonds dédiés BANGLADESH	209 004	-204 504	691 575					696 075
330 - Fonds dédiés TCHAD	158 901	-158 901	220 424					220 424
340 - Fonds dédiés BIRMANIE	501 519	-501 519	1 337 556					1 337 556
370 - Fonds dédiés MAURITANIE			440 449					440 449
380 - Fonds dédiés MALI			634 408					634 408
390 - Fonds dédiés NIGER			294 823					294 823
TOTAL	21 676 485	-21 672 453	28 412 868					28 416 900
Complément fonds dédiés liés au change ECP								
000 - Fonds dédiés Siege			-163			-163		
010 - Fonds dédiés AFGHANISTAN			618	-1 558		-941		
060 - Fonds dédiés BURUNDI								
120 - Fonds dédiés RDC NORD KIVU (Goma)	0		102 470	-80 586		-518	22 402	0
121 - Fonds dédiés RDC NE-ITURI (Bunia)			51 531	-19 816			31 714	
125 - Fonds dédiés RDC SUD EST			10 736	-8 343			2 392	0
150 - Fonds dédiés COTE D'IVOIRE			9 310				9 310	
180 - Fonds dédiés LIBERIA								
210 - Fonds dédiés HAITI			1 724	-1 724				
250 - Fonds dédiés PAKISTAN								
260 - Fonds dédiés KENYA-SOMALIE			72 302	-59 012		-9 795	23 085	
280 - Fonds dédiés THAILANDE			61 979	-37 718			24 261	0
290 - Fonds dédiés SUD SOUDAN		-2 021	45 838	-24 102	2 021	-311	22 048	-1
300 - Fonds dédiés R.C.A.			54 045	-97 694		-43 650		
320 - Fonds dédiés BANGLADESH		-135	-8 441		135	-9 073	632	
330 - Fonds dédiés TCHAD			8 985				8 985	
340 - Fonds dédiés BIRMANIE		-1 871	-220	-49	1 871	-725	456	
370 - Fonds dédiés MAURITANIE			1 019				1 019	
380 - Fonds dédiés MALI			3 727				3 727	
TOTAL	0	-4 027	415 458	-330 603	4 027	-65 176	150 032	-1
Ecart de conversion Passif- Variation								
TOTAL	21 676 485	-21 676 480	28 828 327	-330 603	4 027	-65 176	150 032	28 416 899

La majeure partie des subventions sont comptabilisées pour leur valeur contractuelle à la date de la signature du contrat et font l'objet, dans la mesure où le projet est pluriannuel, d'une comptabilisation d'un fonds dédié à la date du 31/12 de chaque année.

Le volume d'activité en 2012 a permis :

- (1) l'utilisation des Fonds Dédiés constatés au 31/12/2011 pour 21.676K€
- (2) la reconstitution d'un montant de fonds dédiés à la clôture de l'exercice 2012 d'un montant de 28.828K€ à engager sur les exercices futurs.

Depuis l'exercice 2007, les fonds dédiés résultant de contrats bailleurs en devises étrangères sont calculés en fonction de leur taux d'origine puis ajustés par un écart de change actif ou passif pour les ramener au taux de clôture.

Pour permettre une meilleure lecture des pertes et gains de change liés au reporting en devises étrangères, il est convenu de comptabiliser en «Différences de conversion actif et passif» (comptes 476 et 477) la variation des fonds dédiés en devises au 31/12.

Une provision pour risque de change est calculée par compensation entre la différence de conversion Actif et Passif, analysée globalement par devise. Au 31/12/2012, la provision s'élève à 1.226 Euros, contre 55.232 Euros au 31/12/2011

Par ailleurs, il a été procédé à un reclassement en résultat financier des économies réalisées sur les dépenses programmes compte tenu de l'évolution des cours des devises par rapport au cours d'origine des subventions. Ce reclassement s'est traduit par une augmentation nette des charges programmes de 468.998 Euros, en contrepartie de produits financiers pour un montant de 125.979 Euros et 594.977 Euros en charges financières.

VII - PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Un montant de 160.148 Euros est inscrit au bilan.

Il comprend des provisions pour litiges et charges pour 158.922 Euros et une provision sur risque de pertes de change sur les créances et les dettes pour 1.226 Euros.

Les provisions pour litiges et charges concernent principalement des risques fiscaux liés aux personnels expatriés et locaux et des litiges sociaux sur les missions (97.949 Euros). Elles incluent également une provision pour le déménagement du siège social en juin 2013 (14.986 Euros) et des risques de pertes de cautions pour un total de 31.911 Euros.

VIII – DETTES

Les dettes sont décomposées en six sous-ensembles:

- Dettes fournisseurs et comptes rattachées
- Dettes fiscales et sociales
- Subvention à affecter
- Avances reçues des Bailleurs et comptes Bailleur créditeurs
- Dettes issues de contrats de partenariats opérationnels
- Autres dettes – dont partenariat

Les dettes à plus de 1 an résultent des Consortia où SOLIDARITES INTERNATIONAL est chef de file. Les dettes en devises sont ajustées en fonction des taux *inforeuro* de décembre 2012.

IX - DEPENSES POUR LES MISSIONS

Les dépenses effectuées pour les missions sont engagées soit:

- par le siège, pour le compte des missions,
- par les missions elles-mêmes

Les dépenses engagées par le siège sont prises en compte lors de la facturation du bien ou de la prestation de service.

Les dépenses pour les missions sont comptabilisées dans la majeure partie des cas à la date de leur paiement. Il se peut toutefois que les missions engagent des dépenses lors de la livraison du bien, ou lors de la réalisation effective de la prestation.

X - PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Le modèle de compte de résultat adopté par SOLIDARITES INTERNATIONAL est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés à SOLIDARITES INTERNATIONAL.

XI - EFFECTIFS

Au 31/12/2012, les effectifs s'élèvent 205 salariés (équivalent temps plein).

XII - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur. Le détail des conventions réglementées est présenté dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes.

XIII - ENGAGEMENTS HORS BILAN

L'Association SOLIDARITES INTERNATIONAL s'est constituée caution limitée envers la SCI DOLPHI à hauteur de 103 644 € au titre de la location des bureaux de Clichy (92110), 50 rue KLOCK.

Compte tenu d'un turnover important et de la faible ancienneté des salariés, SOLIDARITES INTERNATIONAL a estimé l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite uniquement pour les salariés ayant le plus d'ancienneté. Cette indemnité a été estimée à 13K Euros. Ce montant ne fait pas l'objet de provision au niveau des comptes de l'Association.

Par ailleurs, les Droits Individuels à la Formation font l'objet d'une information individuelle auprès des salariés.

Selon les modalités d'escompte (Loi Dailly) accordées par le pool bancaire à Paris, le montant des créances cédées au 31 décembre 2012 s'élève à 2.832.728 Euros. Ce total ouvre le droit à l'utilisation de la ligne de crédit à hauteur de 2.351K Euros, soit 83% des créances cédées et 94% du plafond autorisé.

Dans le cadre de certains projets d'aide humanitaire, le bailleur de fonds exige un partage du financement, soit avec un autre bailleur de fonds institutionnels soit avec des fonds privés. A la signature du contrat, SOLIDARITES INTERNATIONAL s'engage à mener à bien le projet et de trouver le pourcentage de cofinancement requis. Au 31/12/2012, SOLIDARITES INTERNATIONAL s'est engagé sur quatre projets:

- un projet en République Centrafricaine signé en décembre 2012 pour un montant total de 0,54 Millions d'Euros avec un cofinancement restant à trouver de 260.000 Euros
- un projet en Afghanistan pour un montant total de 2,8 Millions d'Euros avec un cofinancement restant à trouver de 143.413 Euros
- un projet en Consortium au Kenya pour un montant total de 1,5 Millions d'Euros pour SOLIDARITES INTERNATIONAL avec un cofinancement restant à trouver de 267.382 Euros
- un projet en Consortium en Haïti pour un montant total de 3,8 Millions d'Euros pour SOLIDARITES INTERNATIONAL avec un cofinancement à trouver de 764.247 Euros

Les contrats concernés se clôturant en 2014 et en 2015, ces montants n'ont fait l'objet d'aucune dotation aux provisions pour risques et charges sur l'année 2012.

A ce titre il est rappelé que depuis l'exercice 2009, l'association provisionne de façon systématique, par l'intermédiaire des fonds dédiés comptabilisés, les co-financements qu'elle estime probables de ne pas être en mesure de trouver. Ceci concerne notamment tous les co-financements non trouvés à la fin de l'exercice N, pour des programmes se terminant en N+1 (soit en 2013 pour l'exercice clos au 31.12.12). Un projet en Afghanistan clôturant en 2013 avec un cofinancement restant à trouver de 55.587 Euros pourrait être concerné pour l'exercice 2012. En vue de la validation d'un financement par la commission finances de l'Agence Française De Développement, aucune provision n'a été faite pour ce projet dans les comptes au 31/12/2012.

XIV - COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

Le compte d'emploi des ressources est établi selon les principes dictés par l'article 4 de la loi 91-772 du 7 août 1991 et l'arrêté du 30 juillet 1993. Il fait ressortir l'origine des différentes ressources annuelles de l'association et leurs affectations en emplois.

Le règlement CRC 2008-12 homologué par arrêté du 11 décembre 2008 prévoit désormais un cadre normalisateur qui a été appliqué pour la première fois à l'exercice 2009.

Le compte d'emploi annuel des ressources est présenté en dernière page de la présente annexe. Les données présentées dans le compte d'emploi annuel des ressources sont majoritairement issues directement de la comptabilité générale et/ou analytique de l'association. De façon plus marginale, des clés de répartition ont pu être utilisées afin de ventiler les dépenses au niveau des emplois.

LES EMPLOIS

Le Compte d'emploi annuel des ressources affiche deux colonnes : les emplois annuels totaux et l'affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur l'exercice. Dans les deux cas, les emplois se décomposent en trois rubriques :

- les Missions Sociales
- les Frais de Recherche de Fonds
- les Frais de Fonctionnement

Pour les Emplois annuels totaux sont identifiés également les dotations aux provisions et les engagements à réaliser sur ressources affectées.

La colonne «Emplois de 2011» permet de conserver un comparatif par rapport au dernier exercice.

Les Contributions Volontaires en Nature ne font plus partie intégrante des Missions Sociales mais sont présentées à part en bas du tableau.

Emplois de 2012

Missions Sociales

Les «Missions Sociales» regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour chacune des missions humanitaires de SOLIDARITES INTERNATIONAL. Elles sont réparties comme suit :

- Missions Humanitaire à l'international
- Support aux Opérations

• **Missions Humanitaires à l'international**

Il s'agit de tous les frais relatifs à la réalisation de l'action sur place. Ils comprennent les ressources humaines expatriées et nationales, les moyens logistiques et les achats de matériels et des fournitures. Les dépenses effectuées sont engagées soit par le siège en France soit par les missions elles-mêmes.

Les dépenses sont affectées aux projets d'aide humanitaire qui font l'objet d'un contrat avec un bailleur institutionnel ou privé ou une affectation spécifique de la générosité publique. Il s'agit également des

dépenses opérationnelles complémentaires aux dépenses programmes qui sont financées par la collecte de fonds et qui assurent la continuité des missions ou l'entrée dans un pays en cas d'ouverture.

Les dépenses comprennent également les frais des visites d'assistance technique et de gestion effectuées par le personnel du siège sur le terrain. Elles viennent souvent en complément des autres dépenses opérationnelles et concernent les évaluations pour des interventions dans de nouvelles zones, du suivi opérationnel et du soutien en ouverture et fermeture de mission.

Toutes charges et produits exceptionnels et financiers directement imputables aux missions sont inclus dans cette rubrique. Il s'agit notamment des résultats financiers des missions sur les mouvements de devises et les contrats bailleurs et de l'impact financier des incidents sécuritaires et litiges. Les dépenses missions humanitaires à l'international sont réparties par mission comme suit :

SOLIDARITES INTERNATIONAL				
2012				
MISSIONS HUMANITAIRES A L'INTERNATIONAL En Euros	EMPLOIS 2012	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE 2012	TOTAL EMPLOIS 2012	TOTAL EMPLOIS 2011
<u>Asie</u>				
Afghanistan	2 988 604	65 246	3 053 849	3 363 687
Bangladesh	2 712 177	40	2 712 217	2 623 692
Myanmar	2 096 574	21 960	2 118 533	2 166 169
Pakistan	3 730 610		3 730 610	3 412 186
Thaïlande	764 474		764 474	788 240
Total Asie	12 292 439	87 245	12 379 684	12 353 975
<u>Afrique</u>				
Burundi				1 376
Côte d'Ivoire	1 995 138		1 995 138	1 429 270
Kenya - Somalie	4 928 538		4 928 538	5 751 594
Liberia	1 655 117		1 655 117	2 464 561
Libye			-	10 549
Mali	979 426	1 354 383	2 333 809	-
Mauritanie	2 442 438	60 452	2 502 890	105
Niger	170 258		170 258	-
RCA	1 729 681	6 240	1 735 921	2 027 346
RDC Nord Kivu	6 331 935	897 877	7 229 812	6 611 739
RDC Province Orientale	4 278 408	162 678	4 441 086	5 966 413
RDC Sud Ouest	2 688 118	11 383	2 699 501	3 345 944
Soudan			-	10 445
Sud Soudan	4 347 300		4 347 300	1 365 135
Tchad	1 743 328		1 743 328	1 485 730
Zimbabwe	- 2 737		- 2 737	416 537
Total Afrique	33 286 949	2 493 013	35 779 962	30 886 744
<u>Caraïbes et les Amériques</u>				
Haïti	2 523 039		2 523 039	6 648 728
Total Caraïbes et les Amériques	2 523 039	-	2 523 039	6 648 728
<u>Europe et Moyen Orient</u>				
Syrie	16 879	75 981	92 860	
Total Europe et Moyen Orient	16 879	75 981	92 860	-
TOTAL MISSIONS A L'INTERNATIONAL	48 119 306	2 656 239	50 775 545	49 889 447
Contributions au siège; Support aux Missions		7 937	7 937	
TOTAL MISSIONS SOCIALES	48 119 306	2 664 176	50 783 482	49 889 447

Le montant par mission des Contributions Volontaires est inclus dans le tableau afin d'apprécier le volume d'activité total pour l'exercice.

- **Support aux Opérations**

Cette rubrique comprend les frais du siège relatifs à la gestion des activités des missions à l'international. Il s'agit notamment des dépenses du service Missions avec les équipes ayant des responsabilités opérationnelles et financières par zone géographique et leur responsable. Il inclut également le département technique et qualité de programmes, la gestion des ressources humaines terrain et la logistique liée aux missions. Aucun frais de structure (loyers et charges du siège et du stock, assurances, télécommunications) n'est attribué à ce poste.

Frais de Recherche de Fonds

- **Frais d'appel à la générosité du public**

Les «Frais d'appel à la générosité du publique» regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour collecter les fonds du public. Il s'agit des

- frais relatifs aux actions de marketing direct auprès du grand public : opérations de fidélisation (donateurs existants) et de prospection (nouveaux donateurs)
- frais de traitement des dons (prestataire informatique, édition et envoi des reçus fiscaux, fournitures et frais d'affranchissement)
- honoraires de l'agence de marketing direct
- salaires et charges et des frais annexes du service de collecte de fonds au siège.

- **Frais de recherche d'autres fonds privés**

Les «Frais de recherche d'autres fonds privés» comprennent les dépenses liées aux opérations de partenariat privé, notamment les salaires et charges des personnes au siège au prorata du temps passé.

- **Frais de recherche de subventions**

Les «Frais de recherche de subventions» comprennent les dépenses liées aux opérations de partenariat public (avec les Agences de l'Eau et les Collectivités en particulier), notamment les salaires et charges des personnes au siège au prorata du temps passé.

Les frais de fonctionnement de l'association

Les «frais de fonctionnement de l'association» sont composés de quatre postes distincts:

- les frais d'information et de communication
 - les frais du siège
 - les charges exceptionnelles
 - les charges financières
- Les «frais d'information et de communication» regroupent l'ensemble des frais de supports de communication ainsi que des campagnes institutionnelles. Il s'agit des frais des sites web - www.solidarites.org et www.votregouttedeau.org – la campagne « e-pétition », les événements autour de la journée mondiale d'eau et le forum mondial de l'eau, 50% des frais du journal de l'association, les charges associées avec les supports de communication (dossiers spéciaux etc.) et le rapport annuel. Les salaires et charges et les frais annexes du service communication font aussi partie intégrale de ces frais.
 - Le poste «frais du siège» comprend l'ensemble des frais des services du siège qui ne se trouvent pas déjà dans les rubriques Missions Sociales ou Frais de recherche de Fonds et d'Information et de Communication. Il s'agit des frais de support du siège, les fonctions de direction générale, services généraux, finance, contrôle interne, informatique et accueil et tous les frais de structure (loyers, entretiens, assurances, télécommunications etc.).

- Le poste «charges financières» comprend les intérêts bancaires liés aux comptes bancaires du siège ainsi que les pertes de change résultant de la valorisation en euros des comptes et des caisses US dollars du siège.
- Le poste «charges exceptionnelles» consiste en des charges exceptionnelles du siège, celles résultant des incidents terrain se trouvant en missions à l'international.

Deux autres rubriques dans la partie Emplois suivent le « Total des Emplois de l'Exercice inscrits au Compte de Résultat» :

Dotations aux provisions

Il regroupe l'ensemble des dotations pour risques : les risques sur contrat bailleurs et les risques sociaux et divers ainsi que les risques de pertes de change latentes. Les dotations concernent les missions et le siège.

Engagements à réaliser sur ressources affectées

Il s'agit des engagements pris sur les programmes humanitaires en cours qui seront rapportés aux exercices ultérieurs.

En bas de tableau, se trouve la partie non financière de l'activité de SOLIDARITES INTERNATIONAL.

C'est pourtant un indicateur important du volume total d'activité. Il s'agit des **Contributions en Nature** reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires et valorisées dans les Emplois de 2012.

Elles concernent principalement les dons reçus de l'UNICEF, pour les distributions non-alimentaires en réponse aux urgences de personnes déplacées, et du PAM, pour les distributions alimentaires. Mais il peut aussi s'agir des semences et des outils, de l'équipement, d'autre matériel de première nécessité et des ressources humaines dans le cadre de partenariats de compétences.

L'activité de bénévolat au sein de SOLIDARITES INTERNATIONAL reste négligeable et n'est valorisée ni en 2012 ni en 2011.

Le montant du Total Emplois Utilisés en bas de tableau représente l'indicateur clef en termes de volume d'activité annuel pour SOLIDARITES INTERNATIONAL. Il intègre les éléments financiers et non financiers et est utilisé dans les graphiques de communication financière de l'Association.

Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2012

Il s'agit d'explicitier pour chaque rubrique la part des Emplois de 2012 qui a été financée par les ressources collectées auprès du public.

La méthode retenue pour cette affectation se fonde sur les principes suivants :

- Les ressources collectées auprès du public peuvent être affectées ou non affectées
- Les subventions institutionnelles se décomposent en deux parties:
 - en premier, un financement des dépenses directes du projet;
 - en deuxième, un pourcentage –variable selon le bailleur de fonds – contribuant aux frais administratifs de l'Association.
- Avec des ressources collectées auprès du public largement inférieures aux ressources institutionnelles, SOLIDARITES INTERNATIONAL a pris le principe d'une affectation prioritaire de ces ressources précieuses.

En pratique, ces principes traduisent en une affectation comme suit :

1. **Les frais d'appel à la générosité du public** viennent en déduction des ressources et établissent les ressources nettes collectées auprès du public. Il s'agit de l'affectation de l'intégralité des dépenses de cette rubrique.

2. **Les Missions à l'International** utilisent en priorité les ressources nettes collectées auprès du public. Il s'agit de l'ensemble des frais de la définition Missions Humanitaires à l'international ci-dessus, à l'exception des dépenses de projets faisant l'objet d'un contrat avec un bailleur institutionnel ou un organisme privé. C'est l'affectation de ressources à cette rubrique qui permet à SOLIDARITES INTERNATIONAL d'agir en cas de catastrophe naturelle ou grande crise, de financer des projets intégralement ou en partie et qui assure la continuité de missions.
3. **Le résultat de l'exercice** est considéré par SOLIDARITES INTERNATIONAL comme résultant de l'affectation des ressources collectées auprès du public. En conséquence, l'affectation des ressources aux rubriques 4. et 5. augmente ou diminue selon que le résultat est excédentaire ou déficitaire. La participation aux frais administratifs des bailleurs institutionnels ne finance pas l'intégralité des Frais de Fonctionnement et du Support aux Opérations de l'exercice. Elle est donc obligatoirement consommée dans l'exercice et ne participe pas au résultat.
4. **Le Support aux Opérations** est défini comme la priorité suivante, en fonction des ressources restant après affectation aux 1. et 2. et du résultat de l'exercice.
5. **Les Frais de Fonctionnement** arrivent en dernière place dans cette affectation en raison de la participation importante des bailleurs institutionnels et privés.

Part des acquisitions: elle est calculée selon le ratio des Ressources nettes collectées auprès du public par rapport aux frais de fonctionnement, aux frais de communication et au résultat de l'exercice 2012. Le pourcentage résultant de ce calcul est appliqué au montant des acquisitions des immobilisations de l'année.

La même méthode s'applique au calcul de la part des dotations aux amortissements.

LES RESSOURCES

Comme pour les Emplois, les Ressources sont affichées en deux colonnes :

- les Ressources Collectées sur 2012
- le Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2012.

Les quatre catégories des Ressources Collectées sur 2012:

- Ressources Collectées auprès du public
- Autres fonds privées
- Subventions et concours public
- Autres produits

Seule la première catégorie, «Ressources Collectées auprès du public», concerne la colonne «Suivi des ressources collectées auprès du public» et le contenu de cette rubrique est identique pour les deux colonnes.

Les reprises de provisions et le Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs se rajoutent à ces catégories pour arriver au Total Produits.

La colonne «Ressources Collectées sur 2011» permet un comparatif par rapport au dernier exercice.

Les Contributions Volontaires en Nature sont affichées à part en bas du tableau.

Ressources collectées auprès du public

Les «Ressources collectées auprès du public» comprennent l'ensemble des dons collectés grâce aux opérations de marketing direct et les legs. Il s'agit des dons issus de tous les appels de fonds : par courrier, opération téléphonique, internet et prélèvement automatique.

On distingue les dons et les legs affectés des non affectés. L'affectation intervient au moment du don ou du legs selon la demande précisée par le donateur, sans possibilité de réaffectation, sauf accord au préalable de celui-ci. Le mouvement des dons et legs affectés d'un exercice à l'autre apparaît dans la ligne «Variation des fonds dédiés collectés auprès du public».

Autres fonds privés

Les «Autres Fonds privés» recouvrent les fonds collectés dans le cadre de partenariat avec des entreprises et autres organismes privés (ex. Fondations). Les fonds collectés font l'objet d'un accord spécifique entre l'Association et l'organisme privé qui détermine la nature du soutien. Cela va du projet spécifique à des actions plus larges dans une zone géographique ou un domaine particulier. Sont incluses aussi dans cette catégorie les ressources issues de conventions conclues avec d'autres ONGs, Chefs de file de Consortium dont SOLIDARITES INTERNATIONAL est membre.

Subventions et concours publics

Les «Subventions et concours publics» comprennent l'ensemble des ressources issues de la recherche de fonds publics et sont détaillées par origine. Les subventions peuvent être perçues par deux canaux : le siège ou les missions directement.

Autres Produits

Les «autres produits» sont composés de trois postes distincts:

- Autres produits d'exploitation
 - Produits exceptionnels
 - Produits financiers
-
- Le poste «Autres produits d'exploitation» regroupe les produits de gestion courante (régularisation, différences etc.), les transferts de charges issus de remboursements, principalement de la CPAM, et les remboursements liés aux aides à l'emploi. A fin 2012, SOLIDARITES INTERNATIONAL disposait d'un contrat aidé et deux contrats de professionnalisation en cours.
 - Le poste «Produits financiers» comprend les intérêts bancaires sur placements et les gains de change éventuels sur les mouvements en devises au siège.
 - Le poste «Produits Exceptionnels» comprend les produits des cessions d'équipement durable, des remboursements des assurances en cas d'incident exceptionnel (incendie etc.) au siège. Ceux résultant d'actions terrain se trouvent en net des charges dans la rubrique Missions à l'international.

Deux autres rubriques dans la partie Ressources collectées sur 2012 suivent le «Total des Ressources de l'Exercice inscrites au Compte de Résultat» :

Reprise des Provisions

Il regroupe les reprises de l'ensemble des provisions pour risques ainsi que pour risques de change.

Report des Ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs

Ce sont les engagements pris sur les programmes humanitaires des exercices antérieurs qui sont consommés dans l'exercice en cours ainsi que les reprises des engagements spécifiques aux contrats en devises.

En bas de tableau se trouvent **Les Contributions Volontaires en Nature**:

Afin de montrer le véritable volume des activités opérationnelles, SOLIDARITES INTERNATIONAL valorise les contributions en nature reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires. Ce sont surtout des dons reçus de l'UNICEF pour les distributions non-alimentaire, en réponse aux urgences de personnes déplacées, et du Programme alimentaire mondial (PAM) pour les distributions alimentaires. Est également comprise la valorisation des dons de compétences dans le cadre de projets spécifiques.

Au final, le montant du Total des Ressources utilisées, en bas de tableau, représente l'indicateur clef en termes de volume d'activité annuel pour SOLIDARITES INTERNATIONAL. Il intègre les éléments financiers et non financiers et est utilisé dans les graphiques de communication financière de l'Association.

ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

3. TABLEAUX DETAILLES

IMMOBILISATIONS

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	149 708	8 401	41 236	116 872
Immobilisations corporelles	611 557	999	235 173	377 383
Immobilisations financières	159 474	37 969	26 496	170 946
TOTAL	920 738	47 369	302 905	665 202

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS				
<i>Rubriques</i>	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions d'amortissements de l'exercice</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	137 544	9 751	41 236	106 059
Immobilisations corporelles	384 508	64 393	149 926	298 975
Immobilisations financières				
TOTAL	522 052	74 144	191 163	405 033

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES				
<i>Rubriques</i>	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions d'amortissements de l'exercice</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	375		375	0
Immobilisations financières				
TOTAL	375		375	0

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

TABLEAU DES PROVISIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	271 959	14 154	142 176	143 936
Provisions pour risques de change	55 232	1 226	55 232	1 226
Provisions pour charges		14 986		14 986
Provisions pour dépréciation				
TOTAL	327 191	30 366	197 408	160 149

CREANCES

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2012			
Créances	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :	30 843 480	22 251 639	8 591 840
Baillleurs - débiteurs divers	30 214 941	21 623 100	8 591 840
Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	69 187	69 187	
Fournisseurs débiteurs	1 354	1 354	
Fournisseurs RRR et autres avoirs	38 084	38 084	
Partenaire / débiteurs	318 554	318 554	
Autres débiteurs	201 360	201 360	
TOTAL	30 843 480	22 251 639	8 591 840

Les projets concernés par les créances à échéances à plus d'un an sont à 80% des projets pluriannuels financés par EuropeAid. Les créances bailleurs incluent les montants totaux dus dans le cadre de projets en Consortium ou en partenariat à hauteur de 5.190K€. Ce montant trouve sa contrepartie dans le poste «partenaires /dettes programmes en cours» (cf. ci-après).

Les créances relatives aux accords de partenariat en cours au Mali, Niger et Somalie à fin d'année 2012 s'élèvent à 318.554 Euros.

DETTES

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2012			
Dettes	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Emprunt obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont:	-	-	-
- à deux ans au maximum à l'origine	-	-	-
- à plus de 2 ans à l'origine	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	818 382	818 382	-
Dettes fiscales et sociales	1 322 323	1 322 323	-
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés	-	-	-
Subventions à affecter		-	
Avances reçues des bailleurs - Bailleurs créditeurs	146	146	
Partenaires / dettes programmes en cours	5 190 223	4 059 222	1 131 001
Autres dettes	38 937	38 937	
TOTAL	7 370 011	6 239 010	1 131 001

Les dettes sur programme en cours présentent les montants restant à verser aux partenaires opérationnels en Consortium avec SOLIDARITES INTERNATIONAL en chef de file. Il s'agit de programmes avec Action Contre la Faim (1.287 K€) ; Medair (442 K€), ALIMA (321 K€), Entrepreneurs Du Monde (EDM) (277 K€), Fondation Architectes de l'Urgence (FAU) (893 K€), Islamic Relief (332 K€), OXFAM (291 K€), People In Need (PIN) (450 K€) et Welt Hunger Hilfe (WHH) (499 K€).

Les dettes à plus d'un an concernent les partenaires en consortium sur un contrat EuropeAid en Haiti et sur un contrat DG ECHO en Afghanistan.

COMPTES DE REGULARISATION

RECAPITULATIF CCA FNP CP PNP ANP								
	Charges Constatées d'Avance	Factures non Parvenues	CP personnel local + Volontaire	CP Salaries + CH 57% SIEGE	Autres Charges sociales à payer SIEGE	Autres Charges fiscales à payer SIEGE	Avoirs Non Parvenu	Produits à Recevoir
SIEGE	62 281	80 262		241 116	209 781		721	
AFGHANISTAN								
BANGLADESH								
BIRMANIE	310							20 412
KENYA	16 457							360 313
HAITI								159
MALI	237							142 529
MAURITANIE	187							
LIBERIA								
RCI								73 592
RCA	622							89 520
RDC KINSHASA - KATANGA								
RDC PROVINCE ORIENTALE								73 987
RDC KIVU	2 484							482
SUD SOUDAN	95							481 701
TCHAD								
THAILANDE	1 157							
TOTAL	83 831	80 262		241 116	209 781		721	1 242 695

RESULTAT FINANCIER

		Débit	Crédit
CHARGES FINANCIERES			
661000	INTERETS BANCAIRES SIEGE et TERRAIN	57 750	
666000	PERTES DE CHANGE	1 113 590	
686500	PROVISION POUR RISQUE DE CHANGE	1 226	
	TOTAL	1 172 567	
PRODUITS FINANCIERS			
761000	PRODUITS FINANCIERS		2 100
764000	REVENUS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		56
766000	GAINS DE CHANGE		776 359
768	INTERETS BANCAIRES SIEGE		516
768800	INTERETS COURUS		158
786500	REPRISE SUR PROVISION POUR RISQUE CHANGE		55 233
	TOTAL		834 422
	RESULTAT FINANCIER	-338 145	

Les pertes de change totales de l'exercice s'élèvent à 1.113.590 Euros et les gains de change à 776.359 Euros.

Ces gains et pertes de change reflètent l'impact des évolutions de taux de change des devises – notamment l'US Dollar - par rapport à l'Euro sur la mise en œuvre des projets sur les missions à l'international. Il s'agit de l'impact notamment de change (pertes et les gains):

- sur les transferts de la trésorerie (les réceptions de fonds et les approvisionnements des missions)
- sur l'écart de conversion constaté à la clôture sur les comptes de caisses et de trésorerie en devises
- à la variation des taux historiques à la date de signature des contrats et du taux de la devise au jour de l'encaissement.

Les intérêts bancaires débiteurs représentent la rémunération des avances de trésorerie (escomptes Dailly) consenties par notre pool de banque (BNP Paribas, Le Crédit Lyonnais, Crédit Coopératif, CDC)

RESULTAT EXCEPTIONNEL

		DEBIT	CREDIT
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
671100	CHARGES EXCEPTIONNELLES TERRAIN	64 728	
671200	DIFFERENCES DE CAISSE TERRAIN	5 212	
672000	CHARGES EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS	13 076	
675200	VALEUR NETTE CPTA CESS° IMMO CORPO	85 247	
678800	CHARGES EXCEPTIONNELLES SIEGE	9 593	
	TOTAL	177 855	
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
771000	PRODUITS EXCEPTIONNELS TERRAIN		26 112
771800	CESSION EQUIPEMETS DURABLES BAILLEURS		40 499
772000	PRODUITS EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS		
775200	PROD CESS° IMMO CORPO		
778800	PRODUITS EXCEPTIONNELS SIEGE		45 437
	TOTAL		112 049
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	-65 806	

Les produits exceptionnels terrain résultent des ventes de certains véhicules et matériel sur des missions au Liberia en particulier avec sa fermeture à fin 2012. Les produits exceptionnels siège font état d'un remboursement IRCAFEX (24K€) et d'un dédommagement de routage de 2010 (21 K€).

Un tiers des charges exceptionnelles terrain résulte de rappels d'impôts: en RDC pour les salariés nationaux et expatriés (22K€) Les autres charges concernent différents incidents sur les missions notamment un vol et remboursements suite à une attaque à Kabo en RCA (15K€), le règlement d'un litige au Tchad (2K€) et autres pertes en Haïti, Sud Soudan et en RDC. Les charges exceptionnelles de la valeur nette comptable de cession d'équipement durable (85K Euros) concernent l'amortissement restant sur les agencements du siège social actuel. Avec la résiliation du bail du siège social notifiée avant le 31/12/2012 et le bail du nouveau siège signé, il s'agit de frais liés au déménagement en juin 2013. Les charges sur exercices antérieurs concernant la TVA en Côte d'Ivoire dont le remboursement a été refusée par la DGI ivoirienne.

EFFECTIFS

Effectif présent au 31/12/2012: 206
 Effectif 2012 en équivalent temps plein: 205
 Effectif déclaré sur la DADS 2012: 404

EMPLOIS	Emplois de 2012 Compte de résultat	Ratios sur Total	Emplois de 2011 Compte de résultat	Ratios sur Total	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2012	RESSOURCES	Ressources collectées sur 2012 Compte de résultat	Ressources collectées sur 2011 Compte de résultat	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2012
Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice									
Missions sociales						Ressources collectées auprès du public			
Missions Humanitaires à l'international:						Ressources non affectées			
Asie	12 292 439		12 195 457		197 656	Don manuels non affectés	3 023 638	3 288 405	3 023 638
Afrique	33 286 949		29 033 070		834 695	Don manuels affectés	5 764	110 907	5 764
Caribbes et les Amériques	2 523 039		6 628 359		107 902	Don exceptionnels	417 900		417 900
Europe et Moyen Orient	16 879		-		16 879	Legs et donations affectés	10 000	1 371	10 000
Total Missions à l'international:	48 119 306	84,3%	47 856 887	86,5%	1 157 132	Autres produits liés à l'appel à la générosité public	2 500	3 060	2 500
Support aux Opérations	2 118 905	3,7%	1 702 857	3,1%	695 488				
Missions sociales	50 238 211	88,1%	49 559 744	89,5%	1 852 620	Total Ressources collectées auprès du public	3 459 802	3 403 744	3 459 802
Frais de Recherche de Fonds						Autres fonds privés	3 412 865	2 730 335	
Frais d'appel à la générosité du public	1 723 102		1 583 789		1 723 102	Subventions et concours publics			
Frais de recherche d'autres fonds privés	45 793		59 495			Financements France	1 937 462	4 110 108	
Frais de recherche de subventions	25 972		24 546			Financements Union Européenne	24 871 503	19 543 620	
Frais de recherche de fonds	1 794 867	3,1%	1 667 830	3,0%	1 723 102	Financements ONU	20 385 863	16 146 335	
Frais de Fonctionnement	383 031	0,7%	377 354	0,7%		Financements Coopération Nationale	5 868 899	3 201 563	
Frais d'Information et Communication	1 619 474	2,8%	1 514 062	2,7%		Financements Autres	1 011 507	1 611 762	
Frais du siège	97 382	0,2%	1 098	0,0%		Subventions et concours publics	54 075 234	44 613 388	
Charges exceptionnelles	113 350	0,2%	26 226	0,0%		Autres produits d'exploitation	52 521	17 312	
Charges financières	2 213 237	3,9%	1 918 740	3,5%		Produits exceptionnels	47 532	1 340	
Frais de fonctionnement						Produits financiers	5 016	30 128	
						Autres produits	105 069	48 779	
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	54 246 315		53 146 313		3 575 722	TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	61 052 969	50 796 246	3 459 802
Dotations aux provisions	30 366	0,1%	137 478	0,2%		Reprises des provisions	197 784	215 293	
Engagements à réaliser sur ressources affectées (1)	28 828 327		20 457 017			Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	21 676 480	22 780 213	
TOTAL DES EMPLOIS (2)	83 105 007		73 740 808			Variation des fonds dédiés collectés auprès du public	82 927 233	73 791 753	
Excédent	-		50 945			Déficit	177 774		-61 854
TOTAL GENERAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	83 105 007		73 791 753		3 575 722	TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	83 105 007	73 791 753	3 397 948
Part des acquisitions 2012					3 035				
Neutralisation des dotations aux amortissements					23 944				
Valeur Nette Comptable					20 908				
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public					3 554 814	Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public			3 554 814
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE									
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE									
Bénévolat									
Missions Sociales	2 664 176	4,7%	2 032 561	3,7%		Don en nature : Alimentaire	952 195	219 318	
Frais de communication	107 906	0,2%	41 357	0,0%		Don en nature : Non Alimentaire	1 707 241	1 788 704	
Frais de fonctionnement	4 992	0,0%		0,0%		Prestations de service	117 638	65 896	
TOTAL CONTRIBUTIONS EN NATURE (3)	2 777 074	4,9%	2 073 918	3,7%		TOTAL CONTRIBUTIONS EN NATURE (5)	2 777 074	2 073 918	
TOTAL EMPLOIS	85 882 081		75 865 671			TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	85 882 081	75 865 671	1 182 327
TOTAL EMPLOIS UTILISÉS (2) + (3) - (1)	57 053 755	100,0%	55 357 709	100,0%		TOTAL DES RESSOURCES UTILISÉES (4) + (5) - (1)	56 875 981	55 408 654	